

ÉDUCATION

La réunion de la dernière chance

Syndicats de l'éducation et tutelle reprennent langue aujourd'hui. Nouria Benghebrit invite l'ensemble des partenaires sociaux à une réunion de travail. Une rencontre qui intervient alors que le Cnapest est toujours en grève et que l'Intersyndicale menace de durcir son action. Le Cnapest rejette cette réunion dans le fond et dans la forme. Ses représentants ne devraient pas faire le déplacement aujourd'hui au siège du ministère de l'Education.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - La totalité des syndicats du secteur de l'éducation ont été destinataires d'une invitation à ladite réunion.

Dans le fax qui leur est transmis, il est précisé que l'objet de la rencontre concerne les modalités pratiques de la réouverture du dossier du statut particulier. Un ordre du jour qui ne convient nullement au Cnapest. Il est fort probable que sa direction boycotte tout simplement cette rencontre. Les raisons ? Ni le fond ni la forme ne sont du goût de la formation syndicale. Messaoud Boudiba, porte-parole du syndicat, considère en effet que la démarche du ministère de l'Education n'est nullement appropriée. Ce dernier, dit-il, ne semble pas du tout « préoccupé

» par le mouvement de grève. Sinon, comment expliquer, dit-il, qu'en plein mouvement de protestation, il n'adresse pas une invitation au Cnapest mais convie l'ensemble des syndicats, qui eux ne sont pas en grève, à une rencontre dont les objectifs ne sont pas non plus une priorité pour le Cnapest.

Boudiba considère en effet que les discussions au sujet de la réouverture du statut particulier ne sont pas urgentes dans le contexte actuel. L'urgence, dit-il, est de répondre aux revendications en suspens et qui sont à l'origine du mouvement de grève qui se poursuivait hier.

Aujourd'hui encore, les enseignants seront en grève. Une grève ouverte qui ne prendra fin, selon le syndicat, qu'avec la



Photo : Samir Sid

Meriane espère des solutions concrètes.

satisfaction des revendications. C'est dans ce contexte tendu qu'intervient la réunion d'aujourd'hui.

A la veille de cette dernière, les autres syndicats du secteur font part de leur intention de se rendre à cette réunion. Ils expriment

néanmoins des attentes bien claires : tous espèrent non pas assister à une réunion routinière mais pouvoir en sortir avec des engagements fermes de la ministre quant à la satisfaction de revendications ayant déjà fait l'objet de négociations.

Meziane Meriane, le coordonnateur national du Snapest, dit espérer des «solutions concrètes» à des dossiers déjà identifiés. Il rappelle que cette rencontre intervient «en pleines turbulences». Du côté de l'Unpef, Messaoud Amraoui, porte-parole dudit syndicat, affirmait hier ne pas connaître avec exactitude l'ordre du jour mais il affirme attendre du «concret». Ce que les syndicats réclament, ce ne sont plus des promesses mais la concrétisation de promesses déjà faites. Il conclut que 500 heures de dialogue avaient déjà été effectuées et que l'heure était à la concrétisation des promesses. « Soit, la ministre arrache des acquis au gouvernement, soit ça sera une rencontre totalement inutile».

Si les syndicats de l'éducation réclamaient depuis longtemps la réouverture du dossier du statut particulier, ils exigent actuellement la satisfaction de revendications consignées depuis longtemps dans des procès-verbaux mais concrétisées.

N. I.

L'OPPOSITION SE PRONONCE SUR LE REPORT DE LA CONFÉRENCE DU FFS

L'aveu d'échec

La décision du FFS de reporter sa conférence nationale portant reconstruction du consensus national est perçue du côté de l'opposition comme un «aveu d'échec» de l'initiative, ceci au moment où le vieux front de l'opposition refuse de croire en un tel sort, tenant mordicus à son projet.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Pour le chargé à la communication au RCD qui n'hésite pas, de prime abord, à en parler, cet «échec» était «prévisible» du fait que, expliquera-t-il, «toute entreprise politique a un sens et une finalité» et sa réussite «ne peut s'accommoder d'arrangements et de tractations secrètes pour des objectifs inavoués».

Pour Atmane Mazouz, le FFS nous a offert «tout au long de ce feuilleton, «une véritable comédie burlesque qui a discrédité ses promoteurs d'une action sournoise visant à traîner la dynamique de l'opposition et à diviser ses rangs». Et d'estimer que cet échec, couplé au «dédain affiché par ceux qui, dans l'ombre, tiraient depuis le lancement de l'initiative, les ficelles, est une giflle à ceux qui n'ont pas encore compris qu'en politique, une initiative est d'abord un projet et des propositions soumis à débat public en toute transparence». Estimant qu'une feuille



Photo : Samir Sid

Nebbou refuse le nict de l'opposition.

blanche «est un non sens politique», le chargé à la communication au sein du RCD dira qu'au lieu de propositions de sortie de crise, les Algériens ont eu droit à une panoplie de préalables et de balises qui sonnent comme des «ordres d'un parrain à un sujet».

Appréciation similaire chez Soufiane Djilali qui parlera tout de go de «semi-aveu d'échec». Ceci, avant que le président de Jil Jadid ne s'ap-pesantisse beaucoup plus sur la «profession de foi» du premier secrétaire national du FFS quand il affirmait, avant-hier lundi au forum de *Liberté*, que discuter de la légitimité des institutions n'a pas de sens actuellement. «Je ne sais sincèrement pas si cette déclaration voudrait dire que le pouvoir n'a pas de légitimité et donc, en parler, relèverait d'une évidence ou que le pouvoir est tellement légitime qu'on ne doit pas en parler. C'est ambigu mais cela montre

la fidélité du vieux front à son fameux ni-ni. Ni pour ni contre, tout au contraire, semble nous dire le FFS», se contentera de dire Soufiane Djilali qui était de retour, hier, de Béjaïa où sa conférence nocturne prévue à la cité universitaire — la Pépinière — a failli ne pas avoir lieu, n'était la détermination du comité estudiantin de ladite enceinte universitaire. .

Pour sa part, le secrétaire général de l'UFDS (Union des forces démocratiques et sociales) invitera indirectement le FFS à rejoindre l'opposition où «il a toujours sa place». Comme le premier responsable de Jil Jadid, Nouredine Bahbouh traitera de cette sortie de Mohamed Nebbou.

«Par ces déclarations, le FFS renvoie dos à dos l'opposition qui juge que les institutions sont illégitimes, qu'il y a vacance du pouvoir et ce dernier qui prêche le contraire et qui ne cesse de mettre des

lignes rouges, au point de noircir totalement la fameuse feuille blanche du FFS». Réitérant une fois de plus l'impératif retour à l'arbitrage populaire pour dépasser cette crise, le patron de l'UFDS invitera le pouvoir à revenir à la «raison». «Je pense que le pouvoir doit s'ouvrir pour un débat serein avec l'opposition». Une opposition qui, ajoutera-t-il, a fait montre de beaucoup de «sagesse» pour avoir «abandonné» ou presque, certaines de ses revendications comme «l'application de l'article 88 de la Constitution» ou encore la question de «la légitimité du président dont on ne parle pas ou pas suffisamment comme par un passé récent».

Quant au chargé de communication du MSP, il invitera, encore une fois le vieux front à «convaincre le pouvoir à s'attabler pour discuter à l'effet de s'entendre sur une solution politique discutée». Cela, même si Zineddine Tebbal tiendra à relever «une grande ambiguïté dans le discours du FFS».

Cet «échec», au FFS, on refuse d'en parler, son Premier secrétaire national soutenant «qu'aucun refus» de prendre part à ce conclave ne leur a été «officiellement signifié», comme si le nict de partis et de personnalités de l'opposition n'en était pas un. Ceci, au moment où Mohamed Nebbou estimera que les «préalables» des uns et les «lignes rouges» des autres n'étaient que de simples «réserves».

M. K.

ARMÉE Décès du général-major Necib, commandant des forces navales



Photo : DR

Général-major Malek Necib.

Le général-major et commandant des forces navales Malek Necib est décédé hier à l'âge de 64 ans, a-t-on appris auprès du ministère de la Défense nationale.

Né le 4 janvier 1951 à El Chafia, dans la wilaya de Tarf, le défunt a rejoint les rangs de l'ANP à la tête des forces navales en 1971.

Il a été promu lieutenant en 1976 puis capitaine en 1982 ensuite commandant en 1988, pour passer au grade de général en 2005 et général-major en 2009.

Le regretté a été décoré de la médaille de l'ANP, premier chevron, en 1988, de la médaille du mérite militaire en 2000 puis de la médaille de l'ANP, deuxième chevron, en 2002 et de la médaille d'honneur en 2003.

Le défunt a assumé plusieurs responsabilités au sein des forces navales. Il fut commandant de plusieurs unités navales marines et sous-marines puis chef d'état-major de la division navale des bâtiments sous-marins à la base navale principale de Mersa El Kebir. Il a commandé cette division en 1993.

Le défunt a également pris le commandement de la façade maritime ouest de la 2^e Région militaire en 2000 pendant cinq années avant d'être nommé commandant des forces navales algériennes.